

# Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

JEUDI 10 JANVIER 1980 - No 5 (Nouvelle série)

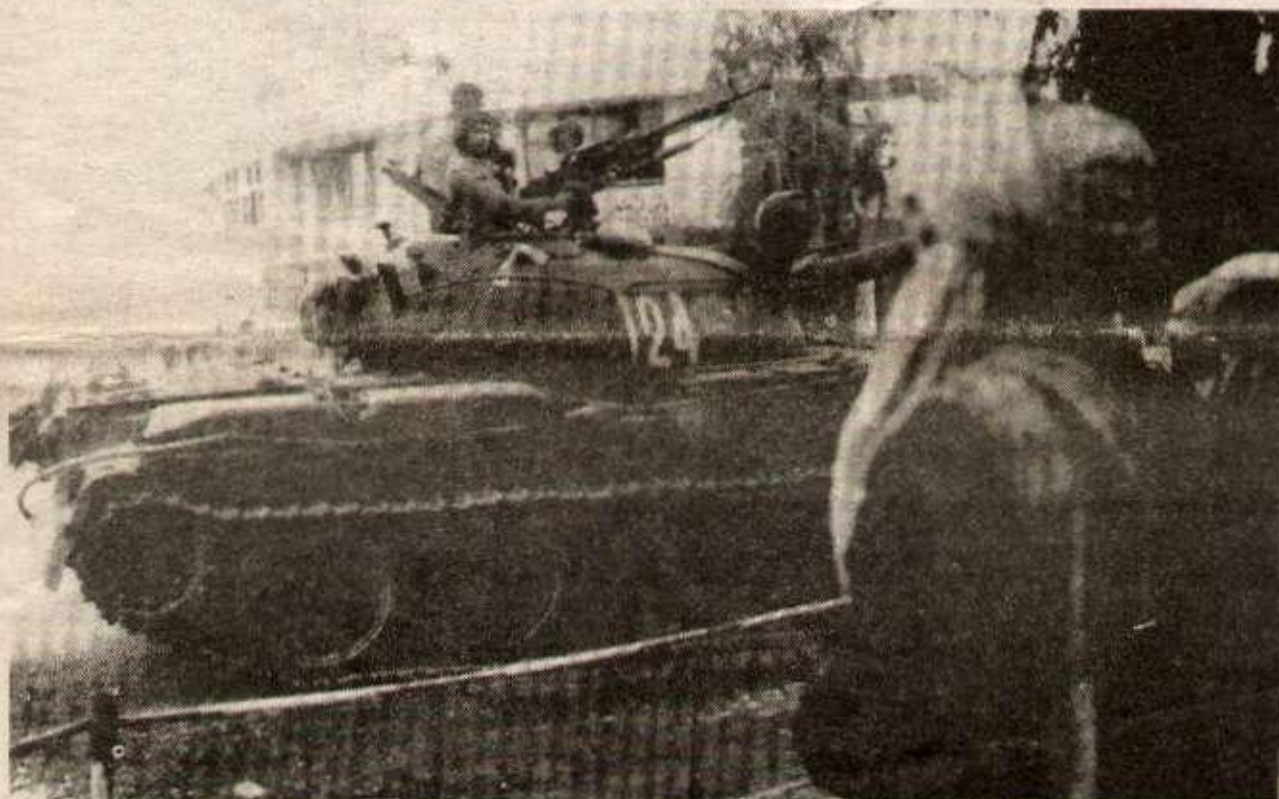
Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

## AFGHANISTAN

# Le peuple afghan face à l'armée d'invasion



Lire page 3

## Négociations sur la réduction du temps de travail

### Rupture

Depuis 18 mois, onze rencontres ont rassemblé des représentants du patronat d'une part, et des syndicats CGT, CFTD, FO, CFTC et CGC d'autre part, pour examiner les conditions de réduction du temps de travail. Hier soir, après trois heures de négociations, c'était un constat d'échec. Du côté du gouvernement, Barre a annoncé qu'il s'entreferait «très prochainement» avec le ministre du Travail «qui sera chargé d'exami-

ner les conditions d'une relance des discussions». Quand on sait les positions intransigeantes du patronat et du gouvernement sur cette question, on ne voit pas bien comment, ni sur quelles bases pourrait s'effectuer un accord. Du côté syndical, la CGT envisage de relancer les revendications dans les entreprises, tandis que la CFTD demande au gouvernement qu'il «prenne ses responsabilités». Et elle «appelle les travailleurs à l'action».



Dans notre édition de demain, lire notre dossier :  
**Les enjeux de l'attaque patronale sur le temps de travail**

## RACISME

### Attentat à Mulhouse et crime à Amiens

Driss Loukili, 32 ans, chauffeur de nationalité marocaine victime de violences racistes, lutte toujours contre la mort. C'est dimanche matin qu'il a été enlevé en plein centre de Mulhouse par quatre individus parmi lesquels Yvan et Jean Blaise Didienné âgés de 20 et 24 ans accompagnés de deux amis dont un mineur de 16 ans. Ils étaient ivres et se déplaçaient à bord de la camionnette de l'entreprise de travaux publics qui les emploie. Ils avaient déjà agressés des passants et un jeune militaire en permission.

Mais ils se sont déchainés sur le travailleur marocain qu'ils ont kidnappé puis emmené dans la forêt de Nonnenbruch. Là, ils l'ont violemment frappé à coups de talon. Driss Loukili a eu le front défoncé et la trachée artère ouverte. Ses agresseurs se sont enfuis après lui avoir dérobé 600 F. Deux des agresseurs sont actuellement sous les verrous. Les deux autres ont été relâchés. L'état de santé de Driss Loukili est toujours très grave.

A Amiens, on vient d'arrêter les six individus qui auraient poussé Salif Camara, jeune Sénégalais, dans la Somme. On a découvert voilà deux mois le corps de Salif Camara flottant sur la Somme. Ce crime aurait été commis le 4 novembre. Trop souvent, les criminels et tortionnaires racistes bénéficient de l'impunité. Cela renforce encore le climat d'insécurité dans lequel vivent les travailleurs immigrés déjà en butte aux expulsions.

### SNCF : grève des roulants du 12 au 20 janvier

Les «roulants» (conducteurs de trains) ont décidé, à l'appel des syndicats, une grève du 12 au 20 janvier. Le temps fort de cette grève aurait lieu entre le 14 et le 16 janvier. Ces travailleurs réclament notamment l'embauche d'effectifs supplémentaires. La situation actuelle a amené une dégradation des conditions de travail des «roulants», ainsi qu'une détérioration de la sécurité des usagers.

### Inde : le retour en force d'Indira Gandhi

LIRE EN PAGE 3

### Iran : manifestations pour la journée de deuil chiite

LIRE EN PAGE 6

### Afghanistan : de nombreux militants du PCF condamnent l'agression soviétique

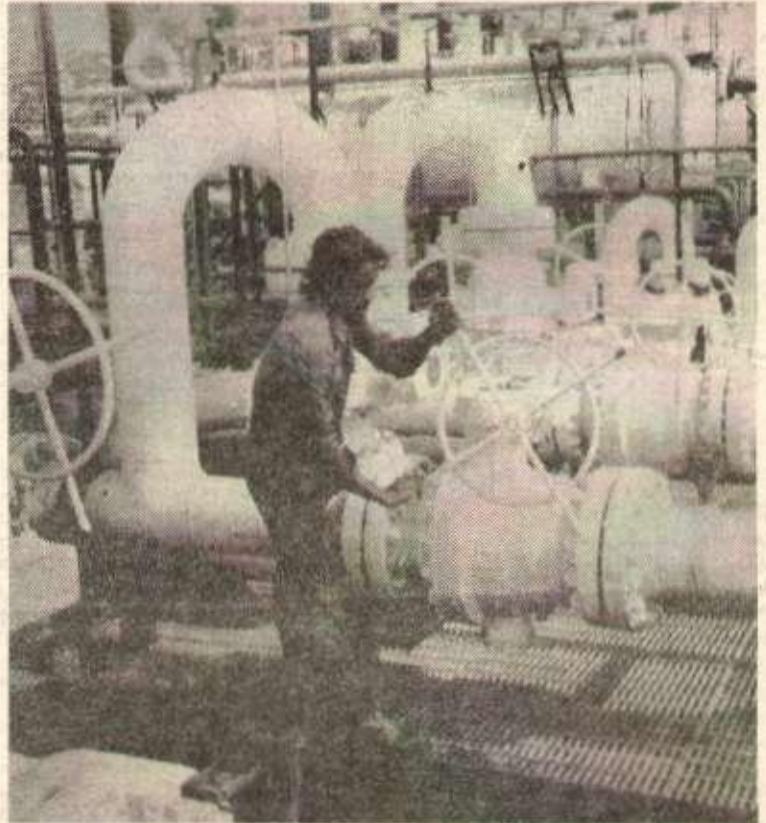
LIRE PAGE 4

# La flambée de l'or

Par Catherine Lemaire

Une fois de plus, la flambée de l'or fait la une des journaux. Jeudi 3 janvier la hausse du métal a atteint ses plus hauts sommets, dépassant pour la première fois 500 dollars l'once ; le napoléon a connu une hausse de 73 % ; le prix coté à Londres le 27 décembre 1979 était plus du double de celui de janvier 1980, puis en huit jours, la hausse a été encore de plus de 26 %. De son côté et parallèlement, le dollar baissait à moins de 4 francs à Paris. L'Afrique du Sud, principal fournisseur mondial, a écoulé 60 % de ses ventes par la Suisse ; l'URSS - gros producteur mondial - a exécuté toutes ses ventes via Zurich. Que signifie cette nouvelle ruée sur l'or et quelles sont ses conséquences pour les pays du second monde (Europe-Japon) et du tiers monde ?

considérablement l'industrie militaire au détriment de l'industrie civile. Du fait de ses défaites militaires au Vietnam, au Kampuchea, l'impérialisme US n'a pu compenser les dépenses d'investissement qui ne contribuent pas à l'élargissement de la production et du capital (dépenses militaires) par la conquête des nouveaux marchés qu'il escomptait.



et le maintenir à 35 dollars l'once. Et, comme le dollar est défini par une certaine quantité d'or, freiner la hausse de l'or revenait à soutenir le cours défailant du dollar. Puis, depuis 1968, sous l'effet des pressions des pays européens - De Gaulle en tête - ayant perdu leurs réserves d'or en devant ainsi le vendre sur le marché pour soutenir le dollar, les USA ont dû accepter la création d'un marché libre où l'intervention des banques centrales pour freiner la hausse de l'or n'est plus obligatoire. L'or depuis n'a cessé d'augmenter. Chaque poussée de l'or trouve son fondement dans la faiblesse désormais chronique du dollar, expression des difficultés économiques du capitalisme US. Mais, de telles vagues spéculatives ne sont pas sans lourdes conséquences pour les pays du second monde et du tiers-monde.

US supportant des coûts plus élevés et dont la compétitivité est moindre, risquent de baisser au total leurs achats aux trusts européens ou japonais. D'où problème des débouchés pour ces derniers. Cela a pour effet d'exacerber la concurrence entre trusts pour emporter le morceau et d'accélérer le redéploiement : offensive des firmes les plus compétitives de chaque pays sur le marché mondial, éliminant et absorbant les plus petites avec les vagues de licenciements qu'accompagnent toutes restructurations. Barre ne vient-il pas d'ores et déjà de décider de « stimuler les exportations », en offrant aux plus gros trusts exportateurs trois milliards de francs ? Sans parler de l'inflation, accrue par le biais du cours défailant du dollar, et venant amputer le pouvoir d'achat des travailleurs : hausse de l'or ou baisse du dollar, cela signifie risque de dépréciation du franc, incapable de résister à la chute du dollar auquel le franc est lié. Mais qui dit dépréciation monétaire, dit hausse des prix.

LES CONSEQUENCES POUR LES PAYS DU TIERS-MONDE  
Le tiers monde souffre d'un déficit qui a atteint 42 milliards de dollars en 1979. Cette situation est principalement due aux pénalisations du pouvoir d'achat de ces pays qui doivent payer leurs produits de base en dollar : affectés par l'instabilité du dollar, ils n'ont aucune garantie de stabilité des recettes tirées de la vente de leurs matières premières érodées par l'inflation et la baisse du dollar. C'est pourquoi le tiers monde s'est uni pour opposer des revendications communes lors de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire International fin 1979 : il a exigé en particulier la création d'un système de financement à moyen terme au du Fonds International sans conditions, visant à résorber les déficits dus aux « fluctuations monétaires et à la dégradation des termes de l'échange ».

## POURQUOI LA FLAMBEE DE L'OR ?

Aujourd'hui, la ruée sur l'or a deux causes principales : - L'intervention soviétique en Afghanistan et la situation en Iran avec l'éventualité d'une intervention US font peser de graves menaces sur la paix mondiale. Face à ces dangers de guerre croissants, les détenteurs du dollar et de toutes les autres monnaies se sont rués sur l'or, valeur refuge par excellence, plus sûre que toute autre monnaie, surtout si un conflit mondial venait à éclater. - La faiblesse chronique du dollar accroît de jour en jour la méfiance des capitalistes qui en détiennent et qui cherchent donc à s'en débarrasser au profit de l'or, valeur plus sûre actuellement que toutes les autres monnaies (dont les valeurs sont toutes liées indirectement au dollar). Mais, pourquoi cette faiblesse chronique de la monnaie US ? Elle n'est que l'expression monétaire des problèmes économiques posés à l'impérialisme US aujourd'hui.

## L'IMPERIALISME US DECLINANT

Le dollar fut une arme des USA pour dominer le commerce mondial quand, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les USA, sortis victorieux, imposaient leur monnaie comme monnaie internationale (c'est-à-dire avec qui les échanges internationaux sont réglés). Cela leur permit d'implanter leurs trusts et leurs bases militaires partout où ils ont pu. Rien de plus simple pour eux : ils dépensaient plus qu'ils n'avaient de recettes, et payaient la différence en faisant tourner leur « planche à billets » pour financer le déficit de leur balance de paiements.

Les dollars sont venus inonder le monde. La politique de guerre et d'invasion de l'impérialisme US a amené l'Etat américain à faire des dépenses extérieures énormes, développant

## COMPETITIVITE US EMOUSSEE

C'est que les USA ne se trouvent plus seuls sur le marché mondial : ils rencontrent des trusts européens et japonais. Désormais, une bagarre sans merci se livre pour remporter les marchés, et les trusts US ne sont pas toujours les gagnants. Le problème des débouchés s'est accru pour eux dès les années soixante avec la création du Marché commun. Les échanges entre pays européens - qui excluent donc les USA - représentent plus de 40 % du marché mondial. On assiste ainsi à une baisse de compétitivité des USA, et cela se reflète, sur le plan monétaire, par une baisse du dollar. D'après la commission économique conjointe des deux Chambres du Congrès américain, la productivité, entre 1950 et 1977, s'est élevée quatre fois plus vite au Japon qu'aux USA ; en France, Italie et Allemagne, 2,5 fois plus vite. Les dépenses consacrées à la recherche pour l'industrie ont baissé, passant de 78 % des capitaux investis en 1963 à 47,50 % en 1979. L'organisme capitaliste, l'OCDE (Office de coopération et de développement économique) vient de prévoir une récession (ralentissement général de l'activité économique) de 1,25 % en 1980. Les prix à la consommation augmenteraient de 9,5 % et le chômage atteindrait 7,5 % de la population active. Il est déjà de 5,6 %. L'inflation s'accroît et déprécie le dollar américain. Ces baisses successives du dollar s'oppose à l'or qui, lui, augmente par rapport à ce dollar fondant.

## A PROPOS DE L'OR, UN PEU D'HISTOIRE

Maîtres du marché mondial de l'or jusqu'en 1968, les USA ont contraint les banques centrales des autres pays capitalistes à vendre sur le marché officiel de l'or pour freiner sa baisse par rapport au dollar,

Volontiers, les media font l'amalgame entre hausse du prix du pétrole qui vient d'être décidée à Caracas par les pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et cette flambée de l'or. Des experts font même un parallèle entre les hausses de l'or noir et celles du métal jaune. Comme si la hausse du premier était la cause de celle du second. Tout est dit par la presse, la télévision... pour nous faire croire que les hausses successives du prix du pétrole conduisent le monde occidental vers le désastre dont la ruée sur l'or serait la prémisse.

## LES HAUSSES DU PRIX DU PETROLE NE SONT PAS LA CAUSE DE LA RUEE SUR L'OR

En fait, c'est poser le problème à l'envers : les hausses du prix du pétrole sont la conséquence des effets désastreux pour les pays de l'OPEP de l'affaiblissement constant du dollar. C'est que ces pays voient leur pouvoir d'achat considérablement rogné par la baisse du dollar avec lequel est payé leur pétrole. Les hausses légitimes du prix de ce dernier (qui, pour le consommateur, rappelons-le, est multiplié considérablement par les taxes que chaque Etat capitaliste prélève : 76 % du prix total) constituent un moyen pour tenter de compenser la baisse des revenus tirés de la vente de leur pétrole libellée dans cette monnaie fondante qu'est le dollar. Or, baisse du dollar et hausse de l'or sont les deux aspects d'une même réalité.

## LES DEUX ASPECTS D'UNE MEME REALITE

Les dirigeants des USA ont fixé l'or à 35 dollars l'once, prix officiel institué en... 1934 et qui n'a plus été changé depuis lors. Mais l'or, depuis tout ce temps-là, a tout de même augmenté par rapport au dollar qui, lui n'a cessé de baisser.



# Le peuple afghan face à l'armée d'invasion

Tandis que «l'ordre» règne à Kaboul, où les forces soviétiques se sont installées dans des camps retranchés, sur tout le pourtour de la ville, de violents combats se poursuivent en de nombreux points du pays. D'une part, une grande partie des provinces semble toujours échapper au contrôle de l'armée d'occupation : ainsi selon divers correspondants de presse, dans la région du centre, la province du Bamiyan, dont les mouvements islamiques de résistance avaient réussi à prendre le contrôle ces derniers mois, échappait toujours presque totalement, il y a 48 heures, au contrôle soviétique.

D'autre part, si Moscou a fait porter son effort militaire principalement sur la prise de contrôle des villes et des grands axes de communication, même sur ce plan-là, ses succès restent relatifs ; c'est ainsi que selon des informations en provenance d'Iran, la ville afghane d'Herat, à proximité de la frontière iranienne, était toujours, au cours des dernières heures, sous le contrôle des mouvements de résistance, seul l'aéroport étant tenu par l'armée soviétique. Nul

doute que l'unification de cinq mouvements de résistance, qui vient d'être annoncée, contribuera au développement de la lutte de libération.

Une composante importante de ces mouvements serait constituée par le mouvement Hezbi Islami, regroupant des militants islamiques favorables à une révolution islamique comparable à celle de l'Iran.

L'ampleur même des moyens mis en œuvre par les soviétiques témoigne de la résistance à laquelle ceux-ci se heurtent. Alors que leurs effectifs initiaux se montaient à environ 30 000 hommes, ils seraient passés aujourd'hui à plus de 50 000, le porte-parole du département américain, Hodding Carter, les évaluant quant à lui, à 85 000 hommes. Des convois quasi-ininterrompus font la jonction entre la frontière soviétique et Kaboul, amenant entre autres matériels, des chasse-neige à chenilles, destinés à surmonter les difficultés rencontrées pour le passage des troupes soviétiques et leurs armements lourds, dans les régions montagneuses où, comme dans le Bamiyan, à l'ouest

de Kaboul, les guérilleros ont établi des bases, parfois à plus de 4 000 mètres d'altitude. Quant à l'armée afghane, dont les effectifs seraient passés en quelques jours de 110 000 hommes à moins de 60 000 — à cause des désertions massives — soit un chiffre peut-être guère supérieur ou équivalent aux troupes d'invasion soviétiques, elle est de moins en moins une «alliée sûre» de l'URSS. On savait déjà que nombre de ses unités avaient été désarmées ; aujourd'hui, les journalistes étrangers qui ont été autorisés à se rendre à Kaboul, par exemple l'envoyé spécial du «*Matin*», font état de détails édifiants : les canons installés par les Russes à la périphérie de la capitale sont pointés notamment sur les cantonnements de l'armée afghane ! C'est dans ce contexte que l'ordre règne à Kaboul, où les «changements démocratiques» mis en avant ces jours-ci par l'agence Tass aussi bien que par «*L'Humanité*» pour justifier l'invasion, semblent limités à la portion congrue. Non seulement juste une proportion très restreinte des prisonniers politiques, victimes des régimes pro-

soviétiques précédents, aurait été libérée mais, de plus, l'administration et la plupart de ses responsables, déjà en place précédemment — et particulièrement expérimentés dans la répression du peuple afghan — resteraient en place. Tandis que l'infrastructure de la police politique, «l'Organisation d'information des travailleurs», officiellement dissoute, resterait intacte, Moscou travaillerait à réunifier les tendances du Parti populaire démocratique, le KHALK d'Amin qui vient d'être éliminé, et le Parcham de Babrak Karmal, le nouveau fantôme. Ce qui souligne à quel point les manipulations grossières de pouvoir à Kaboul ont pour arrière-fond permanent le renforcement de l'emprise soviétique.

Dans Kaboul, où un calme apparent règne, l'envoyé spécial du «*Monde*» rapportait hier que les Occidentaux qui se déplacent dans les rues, déclinent ostensiblement leur nationalité, afin d'éviter d'être pris pour des Soviétiques, et éviter ainsi d'être pris à parti par des groupes de jeunes afghans...

## Panama : manifestations contre la présence du Shah

De nombreuses manifestations se sont tenues au Panama contre la présence de l'ex-Shah d'Iran dans ce pays. Les élèves des écoles et les étudiants sont à l'origine de ces mouvements. Les autorités ont dû fermer les écoles primaires et secondaires de la République du Panama pour une durée indéterminée.

## Hausse des consultations médicales

Une nouvelle hausse des consultations médicales va avoir lieu. La consultation chez un médecin généraliste va passer à 42 F et la consultation chez un spécialiste à 63 F. Bien qu'elle ne soit pas appliquée par tous les syndicats de médecins, cette augmentation des tarifs contribuera à aggraver les difficultés des travailleurs et de leurs familles pour se soigner. En effet, les remboursements de la Sécurité sociale seront calculés sur la base du tarif antérieur. Une mesure à laquelle viendra s'ajouter la prochaine libération des prix des produits pharmaceutiques.

## Corse : la police investit Bastelica

Mardi 8 janvier à 16 h 30, les forces de police ont investi le village de Bastelica où, depuis dimanche 6 janvier, des autonomistes retenaient deux personnes qu'ils accusaient d'être des barbouzes. Les policiers ont procédé à dix-neuf interpellations, mais n'ont pas retrouvé les deux prisonniers. Ceux-ci auraient été emmenés dans le maquis par les autonomistes. Dans le même temps, le maire de Bastelica, René Porri, faisait parvenir sa démission au préfet d'Ajaccio.

Le retour au pouvoir d'Indira Gandhi et de son parti, le Congrès (1), qui vient d'obtenir la majorité absolue aux élections législatives pourrait avoir des conséquences importantes sur ce pays de 650 millions d'habitants où la misère et le sous-développement continuent d'être des données fondamentales. La dégradation des conditions de vie des Indiens ces deux dernières années constitue la raison essentielle de l'échec du Parti Janata (2) qui avait chassé Indira Gandhi du pouvoir en 1977. Celle-ci, qu'on appelle «*Madame dictateur*» par référence à l'Etat d'urgence et aux lois répressives qu'elle avait instauré en 1975, a appuyé sa campagne sur la faillite de ses adversaires et sur leurs divisions, à grand renfort de démagogie.

L'autre thème agité par Indira Gandhi : «*La loi et l'ordre*» lui aura valu les suffrages des classes possédantes pour qui la perspective d'un Etat fort constitue une assurance contre les grèves qui n'ont cessé d'éclater ces dernières années.

Sur le plan de la situation internationale, le retour au pouvoir de l'artisan du rapprochement indo-soviétique (Indira Gandhi a signé le traité d'amitié soviéto-indien en 1971) n'est pas très rassurant à l'heure où l'URSS envahit l'Afghanistan et menace le Pakistan, victime déjà dans le passé de l'expansionnisme indien. Néanmoins, la situation nouvelle résultant de l'offensive soviétique en Asie pourrait amener le nouveau premier ministre à prendre en compte le danger d'entretenir des liens trop étroits avec l'URSS. Le refus constant d'Indira Gandhi, durant son précédent passage au pouvoir, de souscrire au pacte dit de sécurité collective en Asie, malgré les pressions soviétiques a marqué certaines limites de la pénétration soviétique en Inde, encore bien présente dans les domaines économique et militaire.

Qui pouvait prévoir, il y a seulement un an, le retour en force d'Indira Gandhi au pouvoir ? En effet en 1978, elle était destituée de son mandat de député et passait une semaine en prison au mois de décembre, accusée de corruption, de népotisme et d'abus de pouvoir. Ce qui n'était pas cher payer pour la politique de répression systématique qu'elle avait inaugurée avec l'établissement de l'état d'urgence en 1975, et son cortège d'arrestations et de détentions arbitraires, de meurtres par la police, ainsi

que la suspension de l'ensemble des libertés, la censure de la presse, et la diminution des pouvoirs du parlement. La politique suivie par le passé par Indira Gandhi, qui lui a coûté sa réélection en 1977, aurait-elle déjà été oubliée ? De même, comment peut-on expliquer que la politique de stérilisation forcée, appliquée par son fils Sanjay sur 12 millions d'individus, n'ait pas empêché sa réélection ?

### L'USURE DU PARTI JANATA

(1) Le Congrès : Se réclamant de l'héritage de Gandhi et de Nehru, le père d'Indira Gandhi, ce parti est resté au pouvoir pendant 28 ans en Inde et a été chassé en 1977 par le Janata. Le Parti du Congrès rassemble différentes fractions de la bourgeoisie, grande bourgeoisie industrielle et d'affaires et couches bureaucratiques.

(2) Janata : Coalition de plusieurs partis soutenus essentiellement par les propriétaires fonciers et la droite nationaliste hindouiste.

# Inde Le retour en force d'Indira Ghândi



A coup de promesses démagogiques, Indira Ghândi aura regagné les suffrages que lui avaient fait perdre ses méthodes répressives... Réussira-t-elle longtemps à faire illusion ?

Une partie importante de la réponse réside dans la politique suivie par le parti Janata, au pouvoir depuis deux ans. La situation économique n'a fait que se dégrader pendant cette période : aggravation du chômage, augmentation des prix, (les prix du riz, de l'essence, du sucre par exemple, ont triplé en 2 ans) et difficultés d'approvisionnement... Indira Ghândi s'est largement saisi de l'incapacité du précédent gouvernement à résoudre ces problèmes, pour dénoncer sa gestion. Autre thème agité par l'ancien premier ministre et auxquels les 85 millions de musulmans que compte le pays, n'ont pas dû rester insensibles : elle s'est proposée de mettre fin aux attaques des extrémistes religieux hin-

douistes du Jan Sangh (un des partis du Janata), contre les autres communautés. Jouant à fond sur son pouvoir charismatique, multipliant les promesses démagogiques, Indira Ghândi a toutes les qualités requises pour «*vendre du rêve*» à son électeur. Jamais les problèmes de fond ont été posés au cours de la campagne électorale, reflétant le mépris qu'ont les leaders des principales formations politiques pour le peuple.

Toutes les formations se réclament du socialisme, mais d'une manière tellement vague qu'elle permet toutes les interprétations possibles. L'éclatement de la coalition du Janata (Parti du Peuple) en juillet dernier, qui a rassemblé en 1977 tout un potentiel très diversifié

de mécontentement, face à l'état d'urgence, n'aura pas résisté à l'épreuve du pouvoir. Le parti du Congrès a joué à fond sur ses divisions.

### QUELLE POLITIQUE ETRANGERE ?

S'il est peu probable que dans le domaine social, Indira Ghândi, fasse mieux que ses adversaires comme elle l'a montré pendant ses onze ans de pouvoir, maintiendra-t-elle la nouvelle orientation de ses prédecesseurs dans le domaine de la politique étrangère, à savoir, un rapprochement avec le Tiers-Monde (renforcement de relations avec la Chine et avec le Pakistan) et certaines distances prises avec l'URSS. A l'origine du rap-

prochement avec l'URSS (avec le traité d'amitié de 1971, et la guerre du Bangladesh pour démembrer le Pakistan), Indira Ghândi a récemment pris position en faveur de la reconnaissance du gouvernement fantôme pro-vietnamien de Heng Samrin, installé à Phnom Penh. Néanmoins, dans ses récentes déclarations, elle condamne à la fois l'intervention soviétique en Afghanistan, et la fourniture d'armes au Pakistan par les Etats-Unis.

Frank ROUSSEL

Demain : La politique étrangère de l'Inde, et les pressions des superpuissances sur ce pays.

### Le RPR se démarque de la position officielle

Le Secrétaire général du RPR, Pons, a critiqué la prudence de la position gouvernementale sur les événements d'Afghanistan, la qualifiant de « raisonnement timoré et vague qui aboutissait en réalité à déclarer que la France avait décidé de ne rien faire. (...) Au lieu d'exprimer de vagues préoccupations, la diplomatie française doit montrer sa volonté d'être solidaire de ceux qui veulent barrer la route à toute entreprise de domination qui met en danger la paix du monde ».

« La Lettre de la Nation », sous la plume de Charpy, commente : « Il y a des affaires sur lesquelles il est difficile, en conscience, de se prononcer. L'affaire d'Afghanistan n'en est pas une, sauf si on l'obscurcit de médiocres calculs ».

### Comment se règlent les contradictions au SDECE

Le « service de la sécurité interne » du SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) change de direction. C'est un ancien officier de gendarmerie, Jean-Michel Vernière, qui devient le patron de la police des espions français, à la place de Guy Laugère, qui prend sa retraite.

Le journal « Le Monde » ne se contente pas de donner la nouvelle. Il l'illustre par une impressionnante série d'exemples qui tendent à montrer comment les contradictions se règlent dans l'espionnage français : « suicides » non expliqués, « disparitions » définitives ou encore tortures dans la cave d'un immeuble du 19ème arrondissement.

Le changement de direction vient, paraît-il, du fait que le gouvernement « a pris conscience des problèmes »...

### Paris-Hebdo a paru mercredi

Depuis mercredi 9 janvier, les parisiens et les banlieusards disposent d'un nouvel hebdomadaire, « Paris-Hebdo ». Hormis le titre, ce journal n'a évidemment rien à voir avec le « Paris-Hebdo » que diffusait la fédération de Paris du PCF, du temps de Fiszbín.

L'intérêt de ce nouvel hebdomadaire, c'est qu'il marque à sa manière un tournant dans la presse française. Inspiré de certains périodiques américains, « Paris-Hebdo » se veut le journal des quartiers, le journal des multiples associations qui existent dans la capitale. Au style sérieux des hebdomadaires en place, qui privilégient largement la politique, « Paris-Hebdo » veut substituer « la parole vivante ».

A l'évidence, l'hebdomadaire veut « faire à gauche », comme en témoigne la présence à sa tête, comme rédacteur en chef, de Jean-François Fogel, un ancien de « Libération ».

Et pourtant, « Paris-Hebdo » ne vient pas d'une quelconque réflexion politique sur ce qu'est la vie de Paris et des parisiens.

Il est créé par Jean-Louis Servran-Schreiber, le patron du très puissant groupe de presse qui comprend entre autres « L'Expansion » et « F-Magazine ». A défaut d'idées originales, « Paris-Hebdo » ne manque pas d'argent : le budget promotionnel, avant la parution, a été de 7 millions de francs. Et pendant trois ans, Servran-Schreiber entend investir quelques 27 millions dans son nouveau produit.

### Avant la Convention nationale du PS

Les conventions fédérales du PS, qui se sont tenues le week-end du 5 et 6 janvier, ont semblé marquer une redistribution des cartes entre les différentes tendances. C'est ainsi que, dans plusieurs endroits, tout ou partie des partisans de Mitterrand ont voté en faveur de l'amendement présenté par les courants minoritaires (Mauroy et Rocard), tendant à gommer l'appréciation négative portée dans le texte de projet sur les événements de mai 1968.

Le projet socialiste, largement inspiré par le CERES, qualifiait les aspirations issues de mai 1968 d'idéologie de la « nouvelle petite bourgeoisie ».

Des contradictions se font jour également sur la question du nucléaire, particulièrement sensibles dans les régions concernées par la construction de centrales.

### Prix

Tel. : 205-51-10

Selon la CGT, la hausse des prix a été de 0,9 % en décembre, et de 13,1 % pour l'ensemble de l'année 1979.

# De nombreux militants du PCF condamnent l'agression soviétique de l'Afghanistan

Le soutien de la direction du PCF à l'agression soviétique en Afghanistan suscite de vives réactions dans ses rangs. Fait nouveau, cette contestation concerne aussi des cadres

de ce parti : un membre du bureau fédéral de Vendée, et, selon certaines informations, le comité fédéral du Bas-Rhin, ont condamné l'intervention soviétique.

La direction du PCF semble avoir quelques difficultés pour faire passer la pillule afghane, y compris au niveau des cadres : selon certaines informations, la réunion du bureau politique qui a pris cette décision aurait été exceptionnellement longue. Et Andrieu, dans son éditorial de L'Humanité de ce mardi, semble presque s'excuser de soutenir l'URSS, multipliant les précautions oratoires, du type : « Sans doute peut-on nous dire que ces événements sont graves et nous n'en disconvierons pas. Nous n'avons aucun goût pour la fleur au fusil » ; ou encore : « Force est de constater que pour arriver réellement à la non-intervention, il faut être deux à la vouloir », pour conclure : « Les événements d'Afghanistan (...) attestent aussi que l'heure n'est pas encore venue où l'union des travailleurs sera assez puissante pour que tous les peuples du monde vivent dans l'indépendance et la paix ».

Andrieu se trouve même réduit à appeler Giscard à la rescousse : la situation en Afghanistan, écrit-il, est « suffisamment complexe pour que M. Giscard d'Estaing, pourtant peu suspect d'un amour excessif pour l'Union Soviétique, fasse preuve dans ses jugements d'une prudence déplorée par certains de ses amis politiques ».

Présenter l'intervention soviétique comme un malin drame, et qualifier seulement la situation de « complexe », laisse paraître un visible embarras pour justifier une action qui suscite une condamnation quasi-unanime.

### UNE CONTESTATION QUI DEPASSE LE CADRE HABITUEL

Ironie du hasard, c'est au moment où le PCF parle de « chouannerie » à propos du mouvement islamique afghan, qu'un membre du bureau fédéral de Vendée,



La visite de Marchais à Moscou.

Yvon Quiniou, a signé la pétition qui circule au sein du PCF, pour condamner l'intervention soviétique. Signe que la contestation sur ce point dépasse très largement le cadre habituel des oppositionnels qui font habituellement parler d'eux dans la presse.

La pétition publiée dans Le Monde a en effet reçu la signature de militants fort divers : d'oppositionnels connus, comme Elleinstein, Rony, Kaisergruber, et la revue Dialectiques, Antoine Spire, Catherine Clément, journaliste au Matin, Raymond Jean, mais aussi de militants peu habitués à de telles initiatives, comme Alexandre Adler, co-auteur du livre L'URSS et Nous, publié avec l'aval du bureau politique, Fajnzylberg, maire de Sèvres ou le poète Guillevic.

Selon un rédacteur de la revue Dialectiques, contacté mardi après-midi, la revue avait reçu mardi matin une vingtaine de signatures (en plus des cinquante déjà recueillies), provenant de militants de base d'origines diverses. Il semble d'ailleurs que la position à prendre sur

### Pas de position de la CGT

En raison de désaccords insurmontables à la tête de la CGT, cette organisation syndicale ne prendra pas position sur la situation en Afghanistan. Georges Séguy déclarait mardi 8 janvier : « En raison des sensibilités diverses au sein de la CGT, il n'y a pas lieu de prendre une décision tranchée, dans un sens ou dans l'autre », ajoutant : « Sans doute les organisations confédérées seront-elles amenées à prendre des positions qui, sans doute, seront différentes ».

Au niveau de la CFDT, Edmond Maire a remis à l'ambassade soviétique à Paris un texte demandant le retrait des troupes soviétiques.

L'Afghanistan amène à ce que les distinctions traditionnellement admises entre « althussériens » et « elleinstiens », s'estompent face à une nouvelle démarcation. Car ainsi estiment que l'URSS ne se conduit pas en Afghanistan, comme elle devrait le faire : d'autres, beaucoup plus critiques, y voient la confirmation de sa nature impérialiste.

Selon les premiers échos qui parviennent des discussions internes, il semble que des réactions extrêmement vives se fassent jour. Ceux qui condamnent l'intervention soviétique pourraient être amenés à s'exprimer d'autant plus nettement que la direction ne pourra pas leur reprocher de s'opposer aux textes du dernier congrès, dont la lettre fait référence au principe de non-intervention. Il sera plus difficile pour la direction de leur opposer la « ligne du parti », comme elle peut le faire sur d'autres sujets, par exemple sur la reconstruction de l'union de la gauche.

Dans cette situation, la réunion des secrétaires fédéraux convoquée ce jeudi sur l'ordre du jour, fort vague « la situation politique et nos tâches », consacra sans doute une part impor-

tante de ses travaux aux réactions internes sur cette question.

François NOLET

### RECTIFICATIF

Une regrettable erreur s'est glissée dans notre édition d'hier. C'est bien Yvon Quiniou qui est membre du bureau fédéral de Vendée du PCF, signataire de la pétition. Yvonne Quilès, naguère rédactrice en chef de France Nouvelle, a également condamné, dans un article paru dans Le Matin, la position de la direction de son parti. Elle rejette notamment l'argumentation couramment utilisée par la direction du PCF, et qui consiste à présenter comme preuve suffisante de la fausseté d'une affirmation, le fait qu'elle soit émise par la droite ou la social-démocratie. Elle écrit à ce sujet : « Je n'entends pas que l'on me réponde d'une manière terroriste, sous prétexte que je joins ma voix au concert anticommuniste. Ce n'est pas parce que Carter et Mitterrand, selon une association devenue familière aux lecteurs de L'Humanité, condamnent l'agression soviétique que je vais l'approuver ».

### Le texte de la pétition

La pétition déclare notamment : « L'intervention armée de l'URSS (...) tourne le dos à l'application du principe fondamental de la souveraineté des peuples et des Etats (...). Nous ne pouvons accepter que l'URSS se comporte comme une grande puissance défendant ses intérêts de la même façon que l'impérialisme américain (...). Il est regrettable que le bureau politique du Parti communiste français ne souligne pas, contrairement au Parti communiste espagnol, que l'entrée des troupes étrangères dans un pays viole les principes de souveraineté et d'indépendance », et, contrairement au Parti communiste italien, que « l'action soviétique est préjudiciable à l'indépendance de l'Afghanistan ». (...) Les troupes soviétiques doivent quitter l'Afghanistan. Il faut maintenir la paix ».

## Caen paralysée : les chauffeurs de bus en grève pour les salaires

Depuis le 3 janvier les chauffeurs de bus qui déservent l'ensemble de la ville de Caen (Calvados) sont en grève totale, en compagnie de leurs camarades mécaniciens. Leurs revendications ? Salariales surtout.

Il y a un an déjà, les chauffeurs de bus Caennais, au nombre de 300 environ rappelons-le, partaient en grève pour leur salaire. Aujourd'hui, ils remettent ça en compagnie des mécaniciens, qui sont eux au nombre de 50 environ.

A l'origine de ce nouveau mouvement qui touche, selon la CFDT, la totalité des travailleurs, des revendications salariales à nouveau et pour l'essentiel.

Les grévistes qui ont laissé les bus dans les différents arrêts de Caen, où ils se trouvaient au moment du déclenchement de la grève, réclament une augmentation de 5 % de leur salaire, ce qui équivaut simplement à un rattrapage du pouvoir d'achat. A signaler que les chauffeurs de bus caennais, sont payés de manière infé-

rieure — ce qu'ils contestent justement — à leurs collègues des bus de Besançon, qui ont pour patron, la même société.

### LES CONDITIONS DE TRAVAIL AUSSI

En plus de cette revendication salariale primordiale, les grévistes caennais réclament une amélioration de leurs conditions de travail : ils exigent que le temps de trajet fixé aujourd'hui pour les différents parcours, soit allongé, et qu'il corresponde au temps véritablement nécessaire pour effectuer les dits parcours. En effet, ces temps sont de plus en plus long ; la cause en est que globalement de plus en plus de gens prennent le bus — vu le coût de l'essen-

ce — ce qui entre autre al-

longe les temps d'arrêts. Des trajets effectués trop rapidement, ont comme conséquence des risques d'accidents plus élevés pour les chauffeurs et les usagers, et lorsqu'ils sont effectués plus normalement, les chauffeurs cette fois-ci, se font réprimander. Ils veulent donc en finir avec cette situation.

Du côté de la direction de la CTAC (nom de la société de bus), c'est l'intransigeance à peu près totale. Le maire (PS) de Caen, qui en tant que représentant de la ville fait partie de la société, a osé déclarer ces derniers jours, qu'il n'était pas question d'accorder les 5 % - 2 % suffiraient — sous peine d'être obligé d'augmenter par voie de conséquence les impôts locaux...

### TENTATIVES DE DIVISION

Cette tentative de dresser la population contre les chauffeurs de bus ne semble

pas, jusqu'ici, rencontrer un grand écho, les tracts de popularisation distribués par les chauffeurs en différents points de la ville, ont été plutôt bien accueillis jusqu'ici, par la population qui comme le soulignait un responsable CFDT *«est bien placée pour connaître et comprendre les conditions de travail et les horaires des chauffeurs»*. Toutes choses qui justifient entre autre amplement l'augmentation des salaires demandée !

A noter comme illustration du soutien reçu par les grévistes, un appel de lycéens, reçu mardi après-midi, à l'Union Départementale CFDT, demandant que les chauffeurs de bus viennent expliquer leur grève dans le lycée auxquels ces lycéens appartenaient.

Les grévistes, qui occupent les bureaux de la direction de la société de bus, continuaient mardi leur mouvement.

Richard FEUILLET

## Pouyet (St-Denis) : le tiers des effectifs dans la rue

Pouyet, entreprise familiale, créée en 1936 est passée sous le contrôle d'ITT en octobre 1977 par l'intermédiaire de la Compagnie Générale de Constructions Téléphoniques. Pouyet, 1<sup>er</sup> fabricant national de répartiteurs téléphoniques compte 790 employés dans les 2 usines de Saint-Denis et Pontchâteau (44). L'entreprise de la Plaine-Saint-Denis

emploie 313 personnes. 110 d'entre elles viennent de recevoir leur lettre de licenciement.

Déjà, il y a quelques mois, peu de temps après l'annonce de licenciements, les travailleurs avaient «retenu pour négociations» le patron pendant 3 jours. L'intervention des CRS avait obligé les travailleurs à le relâcher. Aujourd'hui, ils

sont en grève à nouveau.

En octobre, nous avons rencontré des délégués syndicaux CGT qui nous avaient déjà parlé de la mobilisation contre les projets de licenciements.

«Sur 313 travailleurs, environ 80 sont syndiqués à la CGT. La section n'a que 3 ans, mais nous avons toujours discuté avec tous les gars, atelier par atelier, en prenant en compte les revendications et les modes d'action de tous. Nous de-

mandons à chaque travailleur de faire selon ses possibilités, qu'il soit français ou immigré».

Pour le patron, il n'y a pas de licenciements, mais des «mutations technologiques» ; mais en fait, derrière ces mots savants, il s'agit tout simplement de faire peser le poids de la crise sur les travailleurs et d'augmenter ses profits.

En effet, le trust ITT envisage de liquider Pouyet-Saint-Denis pour se «restructurer» dans un premier temps à Pontchâteau, où les salaires sont plus bas. Actuellement, l'usine de Pontchâteau embauche, comme le prouvent les photocopies qui nous ont été remises par le syndicat CGT.

Les ouvriers de Pontchâteau viennent de terminer une longue grève pour des augmentations de salaire, preuve s'il en est que le patron n'est pas au bout de ses peines !

Il faut frapper le patron au portefeuille :

— à Pontchâteau, par la grève pour des salaires alignés sur ceux de Saint-Denis ;

— à Saint-Denis, par la lutte résolue des travailleurs licenciés pour empêcher la sortie du matériel et le démantèlement de l'outil de travail ;

— par la solidarité active des travailleurs non-licenciés (principalement les bureaux qui contrôlent la production des deux usines).

Ainsi que l'a déclaré Denis Chovet, délégué syndical CGT, «les travailleurs refusent de supporter le poids de la crise qui en fait n'est orchestrée que par le pouvoir et le patronat pour enrichir les plus riches et jeter des milliers de travailleurs dans la misère toujours plus insupportable».

SOLIDARITE  
AVEC LES TRAVAILLEURS  
DES USINES POUYET

Correspondant  
SAINT-DENIS

## Temps de travail : échec au patron

Mardi 8 janvier se tenait le deuxième long «round» sur le temps de travail entre CNPF et syndicats, en fait, les négociations ont duré 18 mois, et les onze réunions laborieuses, n'ont pu permettre d'arriver à un accord.

Il faut dire que depuis le départ, les positions des patrons et des syndicats étaient à l'opposé les unes des autres. Les patrons souhaitaient principalement «aménager» le temps de travail, c'est-à-dire comme à pu le dire Henri Krasuki de la CGT : «Faire sauter le carcan de la loi des 40 heures».

Les syndicats, de leur côté, tout en défendant de façon plus ou moins ferme cette loi, réclamaient une réduction du temps de travail.

Les onze rencontres n'ont pas permis de débloquer la situation, et chaque camp restait sur ses positions.

A la sortie de cette dernière réunion du 8 janvier, Yvon Chotard pour le CNPF déclarait que «le dossier était ouvert» et que «la nécessité de la souplesse de l'horaire de travail restait entière». Henri Krasuki, pour la CGT affirmait que c'était grâce au mouvement re-

vendicatif et aux succès dans les entreprises, même partiels, que les mauvais coups avaient été évités.

Mais, ajoutait-il, «il n'a pas été assez fort pour imposer des reculs au patronat». On peut donc être certain que ce n'est que la première manche qui se termine. Les travailleurs développent dans les entreprises, la lutte pour les 35 heures, et les patrons ne sont pas prêts à abandonner leur projet d'horaire annuel. En attendant, c'est le gouvernement

qui va intervenir et «prendre toute initiative pour que les discussions reprennent».

Quand on entend Paul-Emile Vie, rapporteur d'une commission de travail auprès de l'ancien ministre du Travail Robert Boulin, affirmer à propos de la remise en cause des avantages acquis : «Les acquis sont fonction de la situation économique», on a toute raison d'être inquiet sur l'intervention du gouvernement.

Claire MASSON



## Carcel : 500 personnes à la rue

Ca restructure sec dans l'habillement dans la région de Toulouse (Haute-Garonne). L'entreprise de confection Carcel qui employait il y a encore peu 500 personnes vient de fermer ses portes. C'était un des canards boiteux dont on entend parler à la radio, un peu comme Boussac quoi, quelque chose sans importance.

Cinq cents ouvrières au chômage, ça fait mal, d'autant plus que dans ce secteur, le chômage est déjà important. Et déjà, on entend les sirènes patronales dire aux ouvrières des autres entreprises qui contestent : « Si vous n'êtes pas contentes, il y en a cinq-cents qui attendent », ou alors, plus immonde : « Contentez-vous de vos salaires, sinon on va faire comme Carcel. »

Les ouvrières de chez Carcel ne sont pas décidées à se laisser faire par leur patron et elles se battent contre la fermeture de leur entreprise. Cette lutte concerne tous les travailleurs et toutes les travailleuses de l'habillement de la région toulousaine. Pour gagner, les ouvrières de Carcel ont besoin du soutien de tous, sans exclusive, sans discrimination. Carcel ne doit pas fermer.

Correspondante

## Porcher rachète le département produits industriels de Chavanoz

Serait-ce un nouveau rébus que je vous propose : Non ! Voici quelques explications que je vous livre. Apparemment, le groupe Porcher (450 personnes, huit usines dans la région Rhône-Alpes, 135 millions de chiffre d'affaires) est un petit capitaliste. Il est spécialisé dans la fabrication des tissus de verre à usage industriel et décoratif.

Chavanoz c'était il y a quelques années de cela 257 millions de chiffre d'affaires, 2 100 salariés, 10 usines concentrées dans l'Est et le Sud-Est de la France. Remarque complémentaire d'importance : Chavanoz appartient au groupe... Rhône-Poulenc-Pricel.

Rhône-Poulenc a décidé il y a plusieurs années de réorganiser tout son secteur textile et la cession du département « produits industriels » de Chavanoz à Porcher participe de la restructuration. Le département concerné regroupe 165 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 60 millions de francs.

Rhône-Poulenc préfère de loin développer son secteur de l'informatique et de l'électronique. Bien qu'occupant encore la troisième place dans le secteur du textile derrière Agache-Willot et Dolfus-Mieg, Rhône-Poulenc semble bien décidé à ne pas s'embarasser d'un secteur où les places sont très chères et où il ne peut assurer le maximum de profits.

Y. LEPIC

## T.S.R. (Ardèche) : reprise du travail

Vendredi 4 janvier 1980, les travailleurs du groupe Tissage et soieries réunis s'étaient arrêtés de travailler. Et pour cause. La direction entendait payer le mois de décembre à 75 % de son

montant réel. Les huit-cents travailleurs ont finalement obtenu le paiement intégral du mois de décembre, une augmentation de 2,5 % et une prime de 250 F.

## Horlogerie Lorca : grève contre 60 licenciements

Depuis samedi 5 janvier 1980, les 375 salariés de l'horlogerie Lorca d'Annemasse (Haute-Savoie) sont en grève contre les 60 licenciements prononcés par la direction de l'entreprise.

La direction, comme dans bien d'autres cas semblables, invoque des diffi-

cultés financières importantes. Qui l'eût cru ! Au passage, elle en profite pour bloquer les salaires pendant six mois, suspendre le versement du 13<sup>e</sup> mois et réduire à 36 heures la durée hebdomadaire du travail. Il ne faut pas se gêner.

Pour téléphoner au  
Quotidien du Peuple

NOUVEAU NUMERO

205-51-10

# Iran : manifestations pour la journée de deuil chiite

A l'ONU, tandis que la question de l'Afghanistan pourrait être soumise à l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité pourrait se réunir dès jeudi après-midi pour examiner la demande de sanctions économiques contre l'Iran, présentée par les Etats-Unis. Le porte-parole de la Maison Blanche, Joddy Powell a annoncé que le gouvernement américain était opposé à ce qu'un nouveau délai soit fixé pour cette réunion du Conseil, et des instructions très précises ont été données à l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, Donald Mac Henry, pour qu'il obtienne dans les plus brefs délais, des sanctions qui pourraient aller de l'embargo sur les exportations vers l'Iran, mais « à l'exception des produits alimentaires et pharmaceutiques », à la rupture des relations diplomatiques. Toutefois, Washington craint que les sanctions envisagées restent lettre morte dans la mesure où la demande américaine n'a guère de chance d'obtenir un très large consensus de la part des membres de l'assemblée générale de l'ONU. En particulier, les pays du Tiers Monde, même lorsqu'ils contestent l'action menée à l'ambassade américaine à Téhéran, s'affirment généralement solidaires de la lutte du peuple iranien pour son indépendance.

En Iran, la journée de

mercredi, marquée par la célébration de la fête du deuil chiite de l'Arbaïn, peut donner lieu à de nouveaux affrontements, à la suite de ceux qui se sont déroulés ces jours derniers. Tandis que les partisans de Khomeiny entendent faire de la journée de mercredi, une nouvelle démonstration de la popularité de l'imam, ceux qui contestent son autorité entendent organiser de nouvelles manifestations. C'est le cas particulièrement en Azerbaïdjan, où se sont déroulés ces derniers jours de violents incidents entre partisans de Khomeiny et partisans de Shariat Madari. Au-delà des revendications autonomistes posées par les minorités nationales, c'est la menace d'une désagrégation de l'Iran qui se trouve ainsi posée, et qui peut toujours être mise à profit par des forces extérieures, notamment les superpuissances, pour entraver la lutte du peuple iranien. A noter que tandis que Khomeiny faisait savoir qu'il « annulait tous ses rendez-vous pour les quinze jours à venir », l'ayatollah Shariat Madari, lançait lui-même mardi soir, sur les ondes de radio-Téhéran, un appel au calme à ceux qui se réclament de lui, en se déclarant « mécontent que l'on se serve de son nom et de son effigie, au profit d'une discorde qui ne peut qu'affaiblir la Révolution islamique iranienne ».

# Zimbabwe : Mugabe dénonce l'action de l'armée britannique

Robert Mugabe, dirigeant de la ZANU, a accusé, mardi 8 janvier, le gouverneur britannique d'autoriser la présence en Rhodésie de troupes sud-africaines dont le retrait est explicitement exigé par les accords de Londres. De même, les forces du régime de Salisbury se déploient sur l'ensemble du territoire rhodésien, menaçant d'encercler les camps où sont rassemblées les forces du Front patriotique. Mugabe a conclu : « Ces violations doivent cesser immédiatement, sinon je devrais considérer que mon mouvement et son armée seront également libres de ne pas appliquer les règles du cessez-le-feu. »

# Durcissement de la grève à la British Steel

Les négociations patronat-syndicats se sont conclues mardi 8 janvier sur un constat d'échec. Les travailleurs de la compagnie britannique, British Steel, qui produit 80 % de l'acier liquide utilisé en Grande-Bretagne, poursuivent leur grève entamée le 2 janvier. Les syndicats des transports ont décidé de bloquer tout acheminement d'acier provenant d'autres entreprises ou de l'étranger, et les dockers s'opposent au déchargement d'acier importé.

# Trois policiers tués en Italie

Mardi 8 janvier, trois policiers en civil ont été assassinés à Milan par les Brigades rouges. Les autres agresseurs ont pu prendre la fuite. Rappelons que dimanche 6 janvier, le président du parti démocrate-chrétien de Sicile, Pier Santi Mattarella, avait été assassiné à Palerme. A la suite de l'attentat de Palerme, une quarantaine de personnes ont été gardées à vue.

# « L'aspiration du mouvement syndical à la paix »

En organisant, mardi 8 janvier, une conférence de presse pour condamner l'intervention militaire soviétique en Afghanistan et en appelant à « des actions concrètes » contre l'invasion, la CFDT montre que la situation internationale fait partie des préoccupations du mouvement syndical et que les syndicats ont des positions à exprimer et un rôle à jouer auprès des travailleurs, sur un problème aussi important que celui de la paix et du droit des peuples.

« Ce que peut faire la CFDT et le mouvement syndical » face à l'intervention soviétique en Afghanistan, voilà comment Edmond Maire a défini l'objectif de la conférence de presse, après avoir brièvement évoqué la position de soutien à Moscou prise par le PCF, et le « mutisme de la CGT ».

## L'ASPIRATION A LA PAIX

Prenant ensuite la parole, le responsable des questions internationales, Jacques Chérèque, a d'emblée tenu

à préciser le pourquoi de la condamnation si ferme de la CFDT contre l'intervention soviétique : « Si la CFDT réagit si vivement, c'est parce qu'il existe une aspiration du mouvement syndical à la paix ».

Estimant que « l'établissement de la paix passe par d'autres problèmes : le droit à l'autodétermination des peuples et le respect des droits et libertés collectives et individuelles », Chérèque a déclaré qu'à « son dernier congrès comme lors des précédents », la CFDT a toujours défendu ces principes, que ce soit

au moment de la guerre d'Algérie et du Vietnam, que ce soit par son soutien aux peuples palestiniens et sahraouis, ou aujourd'hui au peuple afghan.

## CONTRE L'OCCUPATION D'UN PAYS ET LA POLITIQUE DES BLOCS

Pour cette raison, a déclaré Chérèque, « la CFDT condamne toute ingérence flagrante » dans les affaires intérieures d'un pays. « Mais ici, c'est plus qu'une simple ingérence, on a affaire à une invasion, une occupation militaire » qui sera une « occupation durable » comme en témoigne l'exemple de la Tchécoslovaquie toujours occupée.

« La CFDT condamne également la politique des blocs que relance l'URSS aujourd'hui », politique qui, dans ce cas précis, se déroule, dans une « région explosive » et se mène « sur le dos des peuples » (...) « Ce qui se passe peut conduire à la mort des millions d'hommes. »

Après avoir condamné « la violation des droits de l'homme et la dégradation des libertés », Chérèque a expliqué que la condamnation actuelle de la CFDT contre l'intervention soviétique en Afghanistan « est d'autant plus vive que l'URSS se réclame du socialisme ».

Or, « la CFDT constate que l'URSS a des prétentions hégémoniques et qu'elles se manifestent ». Chérèque a aussi dénoncé le recours au napalm et aux armes sophistiquées contre le peuple afghan.

## L'ACTION DE LA CFDT

Dans la deuxième partie de la conférence de presse,

## « Guerre à la guerre »

(Extrait de l'éditorial d'Edmond Maire dans *Syndicalisme Hebdo*).

« (...) « Guerre à la guerre », ce cri de ralliement des syndicalistes internationalistes du début de ce siècle, Français et Allemands mêlés, retrouve toute son actualité. Et il peut faire preuve d'une toute autre efficacité qu' alors. A condition de l'adapter aux réalités de notre époque : « Guerre à la guerre », c'est d'abord guerre à l'acceptation passive de l'hypothèse de guerre, c'est donc guerre à la démission des peuples devant leurs responsabilités, c'est en France et dans le monde, guerre aux inégalités, aux volontés de domination, à la course aux armements.

Le risque de guerre ne dépend pas d'un monstre froid, inexorable, lointain, une sorte d'oiseau de proie prêt à fondre sur nous, si nous ne nous tenons pas coi. Tout au contraire, les peuples peuvent l'écarteler. Les syndicalistes seront à la tête de ce combat-là ».

les dirigeants de la CFDT ont mis l'accent sur les « activités concrètes » contre l'invasion. Mais « la CFDT choisit une action autonome, car elle ne veut pas être dans le panier de la droite. »

Elle constate en outre qu'« il n'y a pas beaucoup de forces qui s'élèvent pour proposer des actions concrètes » et regrette « que la gauche soit incapable de réagir massivement devant cette intervention militaire ».

Concrètement, la CFDT a déjà effectué plusieurs démarches, comme la publication d'une déclaration sur l'intervention soviétique en Afghanistan (Cf encadré), une lettre aux syndicats soviétiques, une demande d'audience à l'ambassade d'URSS à Paris. Dans l'optique d'une riposte massive et unie, elle a également saisi le « Comité des libertés », dont elle fait partie avec la CGT, le PS, le PCF, le PSU, le MRG et la Ligue des droits de l'homme. Au cas où le comité serait dans l'incapacité, vu les positions du PCF, de s'entendre pour une action commune de ses différentes composantes, la CFDT n'exclut pas l'organisation d'une action de masse à laquelle pourraient s'associer d'autres organisations politiques ou syndicales.

Bien sûr, une telle initiative est tout à fait positive et doit être soutenue activement par les militants syndicalistes de la CFDT, mais aussi ceux de la CGT, qui, par leur action et leurs explications, peuvent peser sur la prise de position de leur syndicat.

Claude LIRIA

## Déclaration de la CFDT sur l'intervention

La CFDT dénonce l'intervention soviétique en Afghanistan.

Cette opération militaire vise à restreindre le droit du peuple afghan à disposer librement de son avenir. Malgré les engagements de la conférence d'Helsinki en 1975 sur les droits inhérents à la souveraineté nationale, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'URSS a choisi délibérément, une nouvelle fois, de manifester sa prétention hégémonique dans le monde.

Les travailleurs français se souviennent avec tristesse du précédent de Prague en 1968, et des raisons qui avaient été données à l'intervention militaire de l'époque. Aujourd'hui, Prague est toujours occupée. Pas plus que les prétextes fournis il y a douze ans n'étaient acceptables, il est inadmissible que l'URSS bafoue à nouveau les principes de l'indépendance nationale et du libre choix des populations.

Cette intervention aggrave la tension internationale. Elle constitue un pas de plus dans l'escalade à laquelle se livrent les deux grandes puissances au Moyen-Orient.

(...) Les interventions répétées des grandes puissances, dans le domaine militaire, économique et politique, de même que les interventions de la France en Afrique en 1979, constituent une menace grave pour la paix dans le monde et pour la liberté des peuples.

C'est pourquoi, la CFDT condamne l'invasion soviétique en Afghanistan et demande le retrait immédiat des troupes d'occupation. Elle s'adresse ce jour même aux syndicats soviétiques pour leur demander d'intervenir en ce sens auprès de leur gouvernement.



# La fuite de la Hague réparée, la Hague «fuit» toujours ...

Officiellement, la « poubelle nucléaire du monde » ne fuit plus, la tuyauterie est réparée... « jusqu'à la prochaine fuite... », fait remarquer Didier Anger, un des animateurs du CRILAN (Comité régional d'information et de lutte antinucléaire). Il rappelle que, depuis 1976, une trentaine de fuites ont été recensées sur le site lui-même, sans parler de celles qui ont eu lieu, et ont encore lieu, au niveau de la canalisation qui traverse les terres agricoles, terres traditionnellement utilisées pour l'élevage des moutons et de vaches. Sans attendre, la COGEMA, qui gère l'usine de retraitement des déchets radioactifs, a donc recommencé à déverser tritium, plutonium et autres éléments radioactifs par cette canalisation qui se jette à 5 km des côtes, dans le Raz Blanchard. Pour l'EDF, tout est bien qui finit bien. Les cuves de stockage n'ont pas débordé, on n'a pas eu besoin d'un Red Adair du nucléaire pour venir à bout de cette fuite malencontreuse parce que trop proche de la côte...

Cela dit, c'est en permanence que l'usine de La Hague pollue la mer : les éléments radioactifs qui ont contaminé les algues de l'Anse des Moulinets d'une façon importante, sont de toutes façons rejetés, même si c'est plus loin, et dans une zone de forts courants. Les publications officielles du CEA font état de plutonium retrouvé à la pointe de Saint-Mathieu, et en baie-de-Seine, du côté de Honfleur. «Dose homéopathi-

que», sans doute, mais pas sans danger.

## IODE 131 DANS LE LAIT

La Hague fuit de partout. Sa cheminée lâche du crotin et de l'iode 131 (radioactif), que l'on retrouve dans la chaîne alimentaire. Le très officiel SCPRI (Prévention des rayonnements) indique qu'en moyenne, le lait de La Hague contient 15 fois plus d'iode radioactif que celui de la région pari-

sienne. Bien sûr, ces quantités restent en-dessous des normes admises, mais ce n'est pas un critère très sérieux ; en fonction des besoins économiques, ces normes ont tout simplement été relevées plusieurs fois depuis 4 ou 5 ans. Par les autorités préfectorales, qui n'ont peut-être pas toute l'indépendance souhaitable en la matière. «Pour nous, l'usine de La Hague, c'est à terme une remise en cause des bases économiques de la Basse-Normandie, tournée traditionnellement vers la pêche, l'élevage, le lait. Les projets d'aquaculture sont menacés. Une contamination, même minime, c'est un coup dur. Pour l'économie, pour la santé des paysans et des consommateurs» indique Didier Anger.

## MUTATIONS ET PROCES

Cette affaire de fuite vient dans un contexte où, depuis plusieurs mois, le pouvoir cherche à réprimer. Dans le

centre de La Hague lui-même, et parmi les anti-nucléaires. Sur le centre, la Cogéma vient de muter 23 agents «contestataires» qui, depuis la grève de 1976 contre la privatisation du CEA, refusaient le sigle COGEMA. Ils sont donc envoyés à Ganil, près de Caen, 150 km qui devraient les dissuader de porter tort à l'usine de La Hague. Par ailleurs, les procès n'arrêtent pas, et se soldent par des peines assez lourdes, en vertu de la loi anti-casseurs. Le 4 décembre, 4 paysans de Cherbourg, accusés sans preuve d'avoir endommagé les pneus d'un camion transportant de l'eau triciée, se sont vus condamner à 5 000 F d'amende chacun, et à deux mois de prison avec sursis. C'est cher payé pour des pneus, surtout quand il n'y a pas de preuves. Le 11 décembre, 10 anti-nucléaires, dont 5 agriculteurs du canton de Flamanville-les-Pieux, étaient à leur tour condamné à 30 000 F à payer à EDF, qui

les accuse d'avoir détruit, le 4 mai 1977, le grillage protégeant la future centrale de Flamanville. EDF n'a pas hésité à fournir une facture du grillage en question, datée du 30 avril 1977... et vendue par un des membres de la Commission d'enquête, d'utilité publique. Illégal... On aurait bien aimé qu'elle fournisse aussi les papiers officiels l'autorisant à commencer les travaux... Le problème, c'est qu'elle ne les avait pas ! Les dix condamnés ont fait appel. Autre procès, en appel le 23 janvier prochain, à Caen contre trois agriculteurs accusés d'entrave à la circulation en février 1977...

## LA HAGUE FUIT DE PARTOUT, LES AUTORITES S'ENERVENT

Malgré cette répression, «La Hague fuit de partout», l'information circule. Les autorités préfectorales s'énervent. Le nouveau préfet de la Manche vient d'envoyer

une lettre aux maires, pour leur conseiller vivement de gouverner dans leurs communes, et ne pas s'en laisser conter par les groupements de citoyens mécontents. Un peu avant les fêtes, il leur envoyait aussi le PPI, plan particulier d'intervention, un plan Orsec-Rad local. Un document qui a au moins le mérite de reconnaître qu'un accident grave peut se produire, même si les mesures envisagées sont dérisoires : évacuation des populations sur un rayon de 2 km, confinement des gens sur 5 km. Rien n'est prévu pour le bétail, pour les cultures. Tout est minimisé : ainsi, on ne tient aucun compte de la force possible du vent au moment d'un tel incident. Pourtant, en Allemagne par exemple, pour la région de Cologne, on estime que les effets peuvent être mortels sur plusieurs dizaines de km, et que les chaînes alimentaires peuvent être contaminées sur 500 km autour du sinistre. Ce qui semble plus sérieux. Dans le cas contraire, pourquoi le PPI prévoit-il de prévenir parmi les premières, les autorités de Jersey, qui sont pourtant à quelques dizaines de km de La Hague ?

Monique CHERAN

## Golfech : s'opposer aux travaux



La coordination régionale des comités antinucléaires opposés à la construction de la centrale nucléaire de Golfech (Tarn et Garonne) vient de tenir une conférence de presse pour faire le point de l'état de la lutte. Cette lutte dure depuis 1975, date à laquelle EDF a reconnu qu'il y avait bien un projet de centrale nucléaire à Golfech.

Etaient présents, outre de nombreux journalistes, les maires de Golfech et d'Auvillar (commune proche de Golfech) ainsi que des représentants des comités locaux et de la coordination régionale.

Les intervenants ont rappelé les dangers que faisait courir une telle centrale, actuellement, pour la population. Les dangers sont de plusieurs sortes : d'abord la pollution radio-active par le biais des tours réfrigérantes, ce qui risque de porter atteinte à toute l'agriculture de la région, sans parler des problèmes de pollution atmosphérique. Il est prévu d'autre part de rejeter l'eau

de la centrale dans la Garonne. Ce projet aurait encore bien d'autres conséquences néfastes. Aussi la mobilisation populaire a-t-elle été très massive. Quasiment 60 communes ont participé au mouvement. L'étape la plus récente de la lutte, a eu lieu lors de l'enquête d'utilité publique effectuée dans les villages. Cela a donné lieu à une véritable occupation militaire de ces localités. Les habitants sont allés, un par un, déchirer une page du registre d'enquête. Symboliquement, ils appelaient cela «des fissures» en référence aux fissures survenues dans d'autres centrales nucléai-

res. Il fallait une certaine détermination pour aller déchirer individuellement une page du registre, surveillé par quatre gardes mobiles dans les caravanes utilisées comme «mairies annexes». Les conférenciers ont souligné l'autoritarisme d'EDF vis-à-vis de la population. EDF expliquant que de toute façon la centrale se ferait, malgré les résultats de l'enquête d'utilité publique. Aux représentants des comités et des municipalités on aurait dit : «En France le parlement discute, mais le gouvernement décide».

Maintenant l'enquête d'utilité publique se termine. Tout va se passer dans les ministères, à Paris. A la conférence du Pellerin, EDF possède déjà les terrains sur lesquels doit être édifiée la centrale. Elle avait acquis ces terrains pour la construction d'un barrage. Mais

cette superficie risque d'être insuffisante, aussi les comités qui s'opposent à la centrale ont-ils créé un Groupement Foncier Agricole, afin de racheter des parcelles de terrains pour empêcher qu'ils ne tombent dans les griffes d'EDF. Il faut s'adresser pour cela à M. Juniez notaire, 33 rue Guillem à Valence d'Agen. Il est prévu de porter les 30 000 pétitions recueillies à Paris vers la mi-février. Les organisateurs proposent aussi le paiement fractionné des factures d'EDF afin de dérégler son système comptabilité. Ils envisagent de tout faire pour s'opposer aux travaux sur le chantier, le moment venu. La lutte n'est pas finie.

Léon CLADEL

\* Coordination anti-nucléaire, rue Guilhem Valence d'Agen 82.

## Chine : 4e congrès des créateurs artistiques

Récemment s'est tenu le 4ème congrès des travailleurs littéraires et artistiques de Chine. Les participants ont discuté des moyens de parvenir à un nouvel essor de la littérature et de l'art en Chine.

Au cours du congrès a été réaffirmée la direction du Parti communiste sur le travail littéraire et artistique; le travail littéraire et artistique devant s'effectuer sur la ligne du Parti, mais selon des thèmes de création variés et sans aucun tabou.

Les congressistes ont affirmé leur intention de mettre en pratique divers styles et diverses méthodes de création. Les artistes ont discuté de la nécessité de refléter la vie et la réalité dans son ensemble. Pour eux, les œuvres littéraires et artistiques doivent servir à révéler les abus, dans la perspective de transformer la société dans le sens du socialisme.

De même, les créateurs ont manifesté la volonté de s'inspirer de tout ce qui était positif dans le patrimoine culturel ancien, ainsi que de ce qui vient de l'étranger. Ils entendent développer aussi les activités culturelles dans les régions à l'écart des grandes métropoles.

## Communiqué

LA LIBRAIRIE POPULAIRE (paris) ORGANISE  
Le samedi 19 janvier à 14 h 30  
un débat sur le thème :  
LE LOGEMENT A L'HEURE  
DU LIBÉRALISME GISCARDIEN -  
QUELLES NOUVELLES FORMES DE LUTTE ?

Hausses de loyers de 20 à 30 % dans les HLM, escalade dans le secteur libre, dépeçage de la loi de 1948, et, partout, gonflement du montant des charges. Quant à la réforme de l'APL, qui voit un début d'application, elle désavantage le plupart des familles populaires.

- Où veut en venir le pouvoir ?
- Quels sont les freins à l'application des plans gouvernementaux ?
- Quelles luttes se développent aujourd'hui ? Comment les faire progresser ?
- Des comités locaux aux « syndicats du logement », quelle forme d'organisation privilégier face à l'ampleur des attaques ?

LIBRAIRIE POPULAIRE  
23, RUE SAINT-SAUVEUR - PARIS 2e

## Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : . . . Jacques Jurquet, Charles Villac  
Rédacteurs en chef : . . . Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 - 75924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 - Compte No 668 J  
CCP No 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP  
Commission paritaire : 56 942

## Le PS à l'heure du choix

Une seule préoccupation, apparaîtra en filigrane de toutes les interventions, toutes les discussions, toutes les prises de positions de la Convention collective du PS, samedi et dimanche prochains : qui sera le candidat socialiste aux présidentielles de 1981 ? Depuis le congrès d'avril 1979, deux hommes, et eux seuls, briguent l'investiture, deux hommes dont l'évocation est devenue quasiment indissociable : Mitterrand et Rocard.

Mitterrand, l'homme d'Épinay, l'homme qui a mis De Gaulle en ballottage en 1965 et qui a échoué d'un rien face à Giscard en 1974, mais aussi l'homme de la 4<sup>e</sup> République, ministre il y a trente années déjà, l'homme de la FGDS\*, l'homme qui n'a jamais gagné d'élections importantes.

Dans le grand dictionnaire des idées reçues, Rocard pourrait à lui seul occuper plusieurs pages. De son passé, on retient qu'il est un « expert » en économie, qu'il fut jadis secrétaire national du PSU dans la période « gauchiste » de celui-ci, qu'il fut révélé au grand public lors des élections présidentielles de 1969, qu'il rejoignit le PS en 1974 avec une partie des « forces vives » de la gauche (le courant des Assises), et qu'enfin, il fit face à la tourmente lors du grand échec de l'union de la gauche en mars 1978. Autant d'images flatteuses, façonnées par les médias et Rocard lui-même, mais qui ne tiennent pas face à l'examen des faits.

### TECHNOCRATE...

A l'exception d'un seul : Rocard est effectivement un expert en économie. C'est même ce qu'on appelle un technocrate : deux ans d'ENA, avant de passer à l'inspection des finances puis à la Commission des Comptes de la Nation, dont il est secrétaire en 1965. En 1973, il redeviendra pour un temps, haut-fonctionnaire du ministère des finances, avant d'être absorbé de nouveau par la politique. De ce passé de technocrate, Rocard a gardé des amitiés, comme celle de Roger Fauroux, directeur général de St-Gobain-Pont-à-Mousson, ou Jacques de Larosière, directeur du Fonds monétaire international. Il en a aussi — et surtout — conservé une vision bien particulière de la politique, vue avant tout à partir des chiffres et des grands équilibres économiques.

Un vision somme toute proche de celle d'un Giscard ou d'un Barre.

### ... ET SOCIAL-DÉMOCRATE

Pour autant, Rocard n'est pas qu'un technocrate. C'est aussi un militant politique, et même un très vieux militant politique. Agé de 49 ans, Rocard occupe des fonctions de responsabilité dans la gauche depuis... 26 ans.

Racontons donc l'histoire politique du rival de Mitterrand, puisque c'est à travers cette histoire que s'est forgé le « rocardisme ».

Rocard a commencé à militer en 1949, au sein du « Mouvement des étudiants socialistes », à la grande époque donc des Jules Moch et autres Lacoste, animateurs de la SFIO.

En 1954, il devient secrétaire national des étudiants socialistes. Il côtoie alors Guy Mollet, et travaille étroitement avec les responsables des jeunes socialistes, Pierre Mauroy. Jusqu'à aujourd'hui, les deux hommes continueront à avoir de très fréquents contacts. En 1956, il se prononce en faveur d'une « alliance » entre étudiants socialistes et étudiants du PCF. Nous sommes en pleine période du Mouvement des étudiants socialistes.

Rocard passe alors trois mois au cabinet Savary, secrétaire d'État aux « affaires tunisiennes et marocaines », avant que celui-ci ne démissionne pour protester contre l'envoie de Ben Bella, condamnant la guerre de l'impérialisme français en Algérie.



## D'où viennent les idées rocardiennes ?

Il démissionne avec les ministres de la SFIO, pour adhérer au PSA (Parti socialiste autonome), puis au PSU. Passe alors une longue période — qui s'identifie aux grandes heures du gaullisme — où Rocard n'a plus guère d'activité politique, si ce n'est la participation à de multiples colloques économiques.

En 1965, pour les présidentielles, Rocard propose au congrès du PSU un amendement demandant un « soutien critique » à la candidature Mitterrand. Il s'oppose même à Martinet, qui fait adopter « le vote pour Mitterrand », mais « une campagne autonome ». Enfin en 1967, celui qu'un hebdomadaire appelle déjà « le kennedillon aux dents longues » devient secrétaire organisationnel avec la FGDS.

Avant le « tournant » de Mai 68, arrêtons-nous un instant pour constater que Rocard, on le voit, n'est pas l'homme neuf qu'il prétend être : dès avant 1968, il a un long passé de militantisme dans la social-démocratie, il en connaît parfaitement les hommes et les rouages. Dans plusieurs interviews, il dira d'ailleurs combien il a appris de

Guy Mollet (« il fallait le voir diriger un congrès »), ou même de Mitterrand, qu'il rencontre fréquemment depuis 1965.

### MAI 68, AU TRAVERS DU PRISME RÉFORMISTE

On ne saurait cependant réduire le « rocardisme » à un mélange de technocratie et de social-démocratie. Il y a autre chose, et cet autre chose s'est progressivement forgé à partir de Mai 68. Dirigeant du PSU, Rocard joue durant du mouvement de Mai un rôle ambivalent : il garde un contact étroit avec les vieux appareils politiques — Mendès-France est alors le véritable patron du PSU — mais il est aussi du côté de ceux qui agissent : le PSU, c'est Mendès, mais c'est aussi Sauvageot, le leader de l'UNEF.

Sur ces bases, le rocardisme va se nourrir d'un certain nombre de questions et d'aspirations véhiculées par le mouvement de Mai, questions « traitées » au travers du prisme de la social-démocratie et de la technocratie. On se trouvera un exemple dans le fait que Patrick Veveret, un des principaux théoriciens du

En face, Michel Rocard, « phénomène nouveau » dont tout un courant se plaît à souligner le « réalisme », voire la « rigueur », un Rocard qui « parle vrai » et dont la démarche apporterait du sang neuf dans un milieu qui en manque passablement.

Mitterrand-Rocard, à en croire les partisans de ce dernier, ce serait le passé contre l'avenir, l'ancien contre le nouveau. Qui pourrait hésiter ? Et pourtant... Rocard ne se contente pas de « poser des questions », il y apporte des réponses ; il ne se contente pas d'avoir « une démarche nouvelle », il a un but. C'est ce que nous allons nous efforcer d'éclairer, en commençant par voir comment se sont forgés ce qu'on a coutume d'appeler « les idées rocardiennes ».

Par  
Nicolas DUVALLOIS

Commentent alors les manœuvres pour entraîner la plus grande partie du PSU au parti de Mitterrand. En mai 1974, Rocard fait déjà partie du brain-trust du candidat de la gauche. A la tour Montparnasse, là où Mitterrand a réuni son équipe, on ne discute pas seulement élections ; on parle aussi du ralliement du PS et, déjà, des Assises. Car Rocard veut entrer par la grande porte : il sait que la majorité du PSU ne le suivra pas et il n'est pas question pour lui d'un ralliement « en douce ».

Les « Assises pour le socialisme », réunies les 12 et 13 octobre 1974, le satisfont pleinement, puisque les ex-PSU apparaissent comme un composante, au côté du PS et surtout au côté d'une « troisième composante » regroupant essentiellement des responsables cédétistes. L'adhésion de Rocard au PS apparaît ainsi moins comme un ralliement que comme l'irruption dans ce parti d'un courant novateur, disposant d'une certaine assise de masse.

### CONQUÉRIR LE PS

La suite est à la fois plus connue, et plus complexe. De manière totalement organisée et planifiée, en s'appuyant sur une équipe personnelle, sur la revue *Faire* sur le *Nouvel Observateur* et *Le Matin* (dont Martinet, un proche, détient les postes clés), Rocard va s'efforcer de faire sa place au sein du PS.

D'abord, « simple militant », il accède à la direction en 1975, au congrès de Pau, celui-là même qui voit le départ du CERES de la direction. Pour autant, Rocard ne se singularise pas : en pleine période d'union de la gauche, il laisse le soin à Mitterrand de « gérer les affaires », préférant quant à lui faire le tour des fédérations pour y gagner, patiemment, des appuis.

Le rocardisme, avec ses questions, sa démarche, ses réponses, existe déjà. Il reste à le lancer. Ce sera chose faite le 13 mars au soir. Très discret pendant la campagne électorale, Rocard sera le premier leader socialiste à s'exprimer quand est connu l'éché : « La gauche vient donc de manquer un nouveau rendez-vous avec l'histoire. C'est une immense tristesse qui nous attend ce soir (...). Pourquoi cette défaite aujourd'hui. Une seule raison : la gauche n'a pas marché du même pas face au bloc des intérêts unis (...). Quant aux forces socialistes, leur combat ne cesse pas, la majorité absolue est là, elle n'a besoin que de plus de cohésion. Elle ne peut la trouver qu'autour d'un grand projet qu'il nous faut construire, dont doit être porteur le grand parti socialiste. Car nous nous sommes un peu fourvoyés et la campagne aurait pu être plus forte. (...) ». Le « rocardisme », celui qui était déjà présent dans les livres de Rocard, tels que *Questions à l'État socialiste* (1972) ou *L'Inflation au cœur* (1975) était lancé.

\*FGDS : Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, créée en septembre 1965 autour de la candidature Mitterrand aux élections présidentielles de décembre 1965.